

Des paradoxes dans notre système économique

Posted on 21 octobre 2017 by Patrick Rouillier

Notre système économique paraît présenter une certaine cohérence, en dépit de nombreuses anomalies. Pourtant, par bien des aspects, il est totalement paradoxal. Les propos qui vont suivre seront plutôt « caricaturaux », mais ils peuvent cependant donner à réfléchir

Notre économie manque de compétitivité, et dans notre pays les salaires sont trop bas pour offrir à nos concitoyens le standard de vie auquel ils estiment avoir droit (même si ces salaires sont souvent assez haut par rapport à bien des pays du monde). L'état a mis en place des systèmes de redistribution, sous forme d'aides sociales, pour booster le revenu des plus pauvres. Pour cela il met à contribution les entreprises sous formes d'impôts, de taxes, de cotisations sociales. Etranglée par ces charges les entreprises manquent de compétitivité et sont obligées de maintenir les salaires à un niveau assez faible. Notre système de rétribution est donc un « serpent qui se mord la queue », un « cercle vicieux », un « boucle sans fin ».

Pour retrouver de la compétitivité, nos entreprises sont amenées à délocaliser leur production dans des pays où la main d'œuvre est moins chère. Ce faisant elles génèrent des coûts de transport plus élevés, mais surtout créent du chômage sur notre territoire. Pour faire face à cette pénurie d'emplois l'état met en place un système d'indemnisation des chômeurs qui devient de plus en plus coûteux au fil des délocalisations. Pour faire face à cette dépense l'état met à contribution les entreprises sous forme, entre-autre, de contribution patronale à l'assurance chômage. Les entreprises donnent d'une main ce qu'elles ont gagnées de l'autre. C'est encore un « cercle vicieux ».

Dans le même ordre d'idées, pour équilibrer leurs comptes et retrouver de la compétitivité les entreprises passent par des plans de licenciement. Elles passent alors leurs déficits à la collectivité obligée à prendre en charge le chômage ainsi généré. L'état se retourne donc vers les entreprises pour les mettre à contribution et les faire participer au coût du chômage généré. On se retrouve captif du « cercle vicieux » mentionné plus haut.

On stigmatise, souvent, nos entreprises et leur manque de compétitivité vis à vis du marché mondial et notamment vis à vis des pays émergents à bas coûts de main d'œuvre. Ce fait est-il à lui seul responsable de la faiblesse de nos entreprises. Cela

n'est pas certain, et la valeur des monnaies joue un rôle important.

Supposons un pays A où les salaires sont de 1000, par exemple et l'indice des prix à la consommation également de 1000. Comparons-le à un pays B où les salaires sont de 100 et l'indice des prix à la consommation serait de 100. Théoriquement les citoyens devraient avoir sensiblement le même niveau de vie. Si maintenant nous envisageons des échanges entre ces pays on voit que le pays B a un avantage certain vis à vis du pays A. Les entreprises achètent leur matière première soit localement (avantage au pays B) soit à des pays tiers (donc sensiblement au même prix même si ces coûts pèsent différemment dans les prix et revient dans chaque pays). Même avec une compétitivité structurelle bien supérieure les entreprises du pays A auront une compétitivité sur le marché international inférieure à celles du pays B. Les taux de change des monnaies ne pouvant pas corriger cet écart de compétitivité. C'est pourquoi un retraité du pays A (qui touche la retraite dans son pays d'origine) pourrait vivre « royalement » dans le pays B.

Ces réflexions ne sont pas à prendre à la lettre car elles comportent beaucoup d'approximations. Néanmoins elles doivent faire réfléchir à l'organisation du monde qui nous entoure.